

Etats-Unis/ Funérailles du sénateur John McCain Sans Donald Trump mais en présence de sa fille Ivanka



Les hommages de la Nation américaine à l'illustre disparu.



L'entrée de la dépouille à la cathédrale de Washington.

AFP
Washington/Etats-Unis

LES funérailles nationales pour John McCain ont eu lieu samedi dernier à la cathédrale de Washington, aux Etats-Unis. La cérémonie est le point d'orgue d'une semaine d'hommages rendus à l'ancien sénateur républicain, décédé à 81 ans d'un cancer du cerveau. John McCain avait lui-même donné des consignes quant à l'organi-

sation de ses funérailles. Il avait notamment fait savoir qu'il refusait que Donald Trump, qu'il détestait, assiste à ses obsèques. En revanche, la fille du président, Ivanka Trump et son mari, Jared Kushner, ont décidé d'assister aux funérailles, apparaissant ce samedi matin vêtus de noir à la cathédrale de Washington. Le 28 août, Ivanka Trump avait rendu hommage à "un patriote américain qui a servi notre pays avec distinction pendant plus de six décennies". Pendant que Donald

Trump est à la Maison Blanche, les personnalités politiques républicaines et démocrates semblent être toutes rassemblées à la cathédrale de Washington. L'ancien président démocrate Barack Obama et son prédécesseur républicain, Georges W. Bush doivent se succéder pour prononcer l'oraison funèbre de l'ancien sénateur républicain. L'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger, 95 ans, ainsi que des amis parlementaires de John McCain, doivent également s'expri-

mer lors de cet office qui a débuté à 10 heures locales dans cette cathédrale, siège du diocèse épiscopalien et l'un des plus grands édifices religieux du pays. D'autres personnalités politiques sont attendues. Notamment l'ancien président Bill Clinton, l'ancienne secrétaire d'Etat Hillary Clinton, mais aussi le secrétaire d'Etat John Kerry. Le fondateur d'Amazon Jeff Bezos ainsi que l'actrice Annette Bening accompagnée de son époux Warren Beatty doivent également être pré-

sents. Tandis que le pays entier est tourné vers Washington, les médias retransmettent en direct la cérémonie, le président Donald Trump, lui, réagit sur Twitter à l'enquête qui le vise, sur ses liens avec la Russie lors de l'élection de 2016. "Vous avez un faux dossier, monté par Steele, payé par l'équipe de Clinton pour avoir des informations sur Trump", écrit-il. "Le dossier est faux, rien n'a été vérifié."

Angleterre/ Brexit

Theresa May reste inflexible, Barnier prêt à prolonger les négociations

AFP
Londres/Royaume-Uni

LA Première ministre britannique répète qu'elle ne fera pas de concessions contraires à « l'intérêt national » à Bruxelles ni aux partisans d'un Brexit dur. Theresa May maintient son cap. La première ministre britannique réitère, dans une tribune publiée dans le Sunday Telegraph daté du 2 septembre, qu'elle ne fera aucun compromis avec Bruxelles dans les négociations pour les relations post-divorce entre le Royaume-Uni et l'Union européenne (UE). Ces déclarations interviennent alors que le Sunday Times a rapporté que les adversaires de la stratégie de Mme May dans les rangs du Parti conservateur publieraient en septembre leurs propres propositions pour le Brexit destinées à s'orienter vers une rupture plus nette avec l'UE. Une telle démarche viserait à mettre la pression sur Mme May, alors que le calendrier fixé par Londres et Bruxelles prévoit la conclusion d'un accord de retrait avant le Conseil européen des 18 et 19 octobre pro-



Theresa May a indiqué qu'elle ne fera pas de concessions contraires à son pays.

chains. Des discussions possibles jusqu'à « mi-novembre » Mais cette date limite peut être aménagée : Michel Barnier, négociateur en chef du Brexit, a avancé dimanche dans un entretien au quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung que les négociations devaient être bouclées pour « mi-novembre », en ajoutant : « C'est possible. Ce dont nous avons besoin ce n'est pas de temps mais de décisions politiques. » Le ministre britannique chargé du Brexit, Dominic Raab, a évoqué lui aussi mercredi «

une marge de manœuvre » sur le calendrier. En juillet, Mme May a présenté un livre blanc dans lequel elle propose notamment la création d'une nouvelle « zone de libre-échange » avec l'UE, reposant sur un ensemble de règles communes concernant les biens et le secteur agroalimentaire. Il prévoit aussi d'honorer l'engagement d'éviter de rétablir une « frontière dure », avec des infrastructures douanières, à la frontière avec l'Irlande. Ce « plan de Chequers [une des résidences du premier ministre] » a immédiate-

ment suscité l'opposition des tenants d'un Brexit dur car ils le considèrent comme un dévoiement du référendum ayant décidé la sortie de l'UE en juin 2016. Il a d'ailleurs provoqué les démissions fracassantes des ministres des affaires étrangères, Boris Johnson, et du Brexit, David Davis. Mme May s'est aussi attiré les foudres de ceux qui souhaitent que Londres renonce à sortir de l'UE. De leur côté, les dirigeants de l'UE ont mis en doute sa viabilité. « Je ne serai pas poussée à accepter des compromis [sur les propositions du

livre blanc] qui ne sont pas dans l'intérêt national », prévient la première ministre dans le Sunday Telegraph. « Les prochains mois seront essentiels pour façonner l'avenir de notre pays et je suis claire sur ma mission », ajoute-t-elle. Pas de second référendum Mme May - qui avait prévenu en juillet les membres de son parti qu'il n'y aurait pas de Brexit du tout si ces derniers ne soutenaient pas son plan pour maintenir des relations commerciales aussi étroites que possible avec l'UE - réitère qu'elle préfère une absence d'accord à un mauvais accord. « Nous serons prêts pour un no deal [aucun accord] s'il le faut », écrit-elle. Une fois encore, la chef du gouvernement exclut la tenue d'un second référendum sur l'adhésion à l'UE. « Poser la question une fois de plus serait une grave trahison de notre démocratie - et une trahison de cette confiance », affirme-t-elle. Le Brexit est programmé pour le 30 mars 2019, et Londres et Bruxelles sont censés parvenir à un accord d'ici octobre pour organiser leur divorce et jeter les bases de leur relation future.

L'Afrique en bref

Somalie : Au moins 6 morts dans un attentat à la voiture piégée à Mogadiscio



Au moins six personnes ont été tuées dans l'explosion dimanche matin d'une voiture piégée à Mogadiscio, a indiqué à la presse un porte-parole de la capitale somalienne, Salah Hassan Omar. Un kamikaze a projeté son véhicule piégé contre les locaux administratifs du district d'Hawlwadag dans le centre de Mogadiscio, a précisé le porte-parole. L'attentat a été immédiatement revendiqué par les islamistes radicaux shebab, qui ont juré la perte du gouvernement fédéral.

Mali : Grand rassemblement de l'opposition

L'opposition malienne a rassemblé samedi à Bamako des milliers de manifestants pour ce qu'elle a décrit comme la "plus forte mobilisation" depuis la réélection du président sortant Ibrahim Boubacar Keïta, elle continue à contester la victoire. L'opposition, réunie autour du candidat malheureux à la présidentielle, Soumaïla Cissé, organise des rassemblements pacifiques chaque samedi depuis la proclamation officielle par la Cour suprême, le 20 août, de la victoire de M. Keïta lors du second tour du 12 août.

A travers le monde

Canada : Ottawa sous la pression de Washington

Les autorités fédérales canadiennes ont choisi de ne pas répliquer aux tweets du président Trump. Samedi, ce dernier a répété une fois de plus que le Canada a profité des Etats-Unis pendant plusieurs années : « Il n'y a pas de nécessité politique à garder le Canada au sein du nouvel accord de l'Alena. Si nous n'avons pas un accord juste pour les Etats-Unis après des décennies d'abus, le Canada en sera exclu »

Chine: 38.000 porcs abattus, l'épidémie de peste porcine s'étend

Plus 38.000 porcs ont été abattus en Chine, ont rapporté dimanche les médias d'Etat, alors que le géant asiatique, premier producteur mondial de viande porcine, s'efforce de contenir une épidémie de peste porcine africaine inédite dans le pays. Des foyers de peste porcine africaine ont été détectés dans cinq provinces chinoises, selon l'agence de presse gouvernementale Xinhua.